

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 28 novembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de  
Promotion des Investissements Privés (PPIP)  
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion  
De l'Investissement et des Grands Travaux  
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

**Madame l'Administrateur,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés et des contrats financés sur ressources internes et signés par la Ville de Saint Louis pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de la Ville de Saint Louis avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

**1. Réserves**

- cinq entreprises en collusion manifeste sont consultées sur pratiquement tous les types d'acquisitions qui, pour l'essentiel, sont attribuées au GIE DIAMA THIELLOU. Ces cinq entreprises ont pour noms GIE DIAMA THIELLOU, ETS BAYE DAME SECK, GIE THIAN GUI, GIE BALLY et TOUS TRAVAUX D'ENTREPRISE TTE. Les factures pro forma qu'elles présentent lors des consultations sont très souvent rédigées à la main par la même personne et portent les mêmes fautes d'orthographe ne laissant subsister aucun doute sur le caractère

frauduleux des supposées procédures de Demandes de Renseignement et de Prix. Ces consultations simulées sont souvent des régularisations de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires si on se réfère aux nombreuses incohérences entre les dates de dépôt des offres, les dates d'établissement des factures pro forma et les dates de notification des marchés qui indiquent des dates de début d'exécution souvent antérieures aux dates de dépôt des offres;

- les intitulés des procès verbaux de dépouillement des offres des soumissionnaires sont, dans bien des cas, différents de leur contenu induisant des confusions lors de l'exploitation des dossiers de passation des marchés ;
- des notifications d'attribution contraires aux propositions d'attribution de marchés qui sont consignées dans les procès verbaux de dépouillement ont été identifiées ;
- des propositions d'attribution contraires aux résultats de l'évaluation des offres ont également été identifiées ;
- des confusions sont faites au cours du processus d'évaluation entre différents modes de passation des marchés illustrant une insuffisante appropriation des règles de passation des marchés (la notion de Note Technique Minimale a été introduite dans le processus d'évaluation d'un marché de travaux relatifs à la réhabilitation de l'aqueduc de Khor, un mélange de la procédure de sélection des marchés de prestations intellectuelles avec l'appel d'offres en deux étapes a également été noté pour le marché de requalification des espaces publics) ;
- les contrats de nettoyage signés avec le GIE SAINT LOUIS NETTOIEMENT et le GIE SETAL NDAR respectivement depuis 2003 et 2004 sont renouvelés depuis lors par tacite reconduction en violation des dispositions de l'article 14 du NCMP sur la durée des contrats.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux**

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

## SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableau Récapitulatif des Violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	17
2.1	Contexte de l'intervention	17
2.2	Objectifs de la mission	17
2.3	Tâches du consultant	19
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	20
3	Approche méthodologique	22
3.1	Revue des textes	22
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	23
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	23
4	Résultats de nos travaux	26
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	26
4.2	Périmètre Couvert	27
4.3	Examen des marchés	28
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	28
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	29
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Proposition	30
4.3.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	32
	Annexe 1 : Etat Récapitulatif des marchés revus	40
	Annexe 2 : Engagements au profit des principaux aux fournisseurs	42
	Annexe 3 : Cumul des paiements par type d'acquisition	46

## **Liste des abréviations et sigles**

AC	Autorités Contractantes
AO	Appel d'Offres
AOM	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
COA	Code des Obligations Administratives
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
NTM	Note Technique Minimale
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

### **1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1. cinq entreprises en collusion manifeste sont consultées sur pratiquement tous les types d'acquisitions qui, pour l'essentiel, sont attribuées au GIE DIAMA THIELLOU. Ces trois entreprises ont pour noms GIE DIAMA THIELLOU, ETS BAYE DAME SECK, GIE THIAN GUI, GIE BALY et TOUS TRAVAUX D'ENTREPRISE TTE. Les factures pro forma qu'elles présentent lors des consultations sont très souvent rédigées à la main par la même personne et portent les mêmes fautes d'orthographe ne laissant subsister aucun doute sur le caractère frauduleux des supposées procédures de Demandes de Renseignement et de Prix. Ces consultations simulées sont souvent des régularisations de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires si on se réfère aux nombreuses incohérences entre les dates de dépôt des offres, les dates d'établissement des factures pro forma et les dates de notification des marchés qui indiquent des débuts d'exécution souvent antérieurs aux dates de dépôt des offres;</li><li>2. les intitulés des procès verbaux de dépouillement des offres des soumissionnaires sont, dans bien des cas, différents de leur contenu induisant des confusions lors de l'exploitation des dossiers de passation des marchés ;</li><li>3. des notifications d'attributions contraires aux propositions d'attribution de marchés consignées dans les procès verbaux de dépouillement ont été identifiées. Des propositions d'attribution contraires aux résultats de l'évaluation des offres ont également été identifiées ;</li><li>4. les contrats de nettoyage signés avec le GIE SAINT LOUIS NETTOIEMENT et le GIE SETAL NDAR respectivement depuis 2003 et 2004 sont renouvelés depuis lors par tacite reconduction en violation des dispositions de l'article 14 du NCMP sur la durée des contrats.</li></ol>

## 1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Au regard des nombreuses anomalies identifiées, il conviendrait que les responsables de la passation des marchés au niveau de la Ville de Saint - Louis s'approprient et appliquent à la lettre et avec toute la bonne foi et la sincérité requises, le NCMP et plus particulièrement dans ses dispositions relatives :

1. se conformer aux dispositions de l'article 77 relatives à la procédure des DRP;
2. Veiller à inscrire les mêmes intitulés sur tous les documents de passation pour éviter les confusions lors de l'exploitation de ces derniers;
3. S'assurer de l'homogénéité de toutes les informations figurant sur les différents documents de passation;
4. Les marchés doivent être remis en concurrence après une durée d'un an.

### 1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

<b>Non conformités identifiées</b>	<b>ED N° 1</b>	<b>AO N°1</b>	<b>DP N° 1</b>
Attributaires	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement de Saint-Louis	Ecore	Michel et Miquel Architecture et Climat
Montants en F CFA TTC	30 984 720	59 840 464	-
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice.	√		
Violation de l'article 12 NCMP portant sur la description des conditions d'exécution des marchés dans les cahiers des charges		√	
Violation de l'article 38 NCMP sur la désignation par la commission des marchés de la commission technique d'évaluation			√
Violation de l'article 75 sur les marchés passés par entente directe	√		
Violation de l'article 79 NCMP sur les dispositions spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles			√
Violation des dispositions de l'article 151-2 NCMP sur les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP			√



## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Nettoiemment	Nettoiemment	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau
Attributaires	GIE Saint Louis Nettoiemment	GIE SETAL NDAR	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	ETS DAME SECK
Montants des marchés en F CFA TTC	4 200 000	4 200 000	6 679 980	3 422 000	2 328 730
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓			
Violation aux dispositions des articles 43, 45 et 46 NCMP sur les conditions d'accès à la commande publique	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 14 NCMP sur la durée des marchés	✓	✓			
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Fournitures scolaires
Nature des prestations					
Attributaires	KALOM GRAPHIC	KALOM GRAPHIC	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	GIE BALY
Montants des marchés en F CFA TTC	7 115 400	9 990 470	8 999 860	4 973 700	10 670 032
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 COA sur les pratiques de régularisation		✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Fournitures scolaires	Matériel électrique	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau	Mobilier de Bureau
Attributaires	ETS MOUHAMADO U GAYE	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	5 265 750	5799 110	2 328 730	3 422 000	708 000
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 COA sur les pratiques de régularisation	✓				
Violation de l'article 67 NCMP sur l'ouverture des plis		✓			
Violation des dispositions de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓				
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Machines et appareils de bureau	Machines et appareils de bureau	Appareil de ventilation et de climatisation	Produits phytosanitaires et d'hygiène	Produits phytosanitaires et d'hygiène
Nature des prestations	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	AGRO PASTEUR
Attributaires					
Montants des marchés en F CFA TTC	7 906 000	2 537 000	1 044 300	2 542 900	2 000 000
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Prestations nettoyage des villes	Prestations nettoyage des villes	Prestations nettoyage des villes	Prestations nettoyage des villes	Prestations nettoyage des villes
Nature des prestations	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Attributaires	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	5 994 400	4 419 100	672 600	4 920 600	2 620 775
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 138 NCMP portant sur le contrôle a priori de la passation des marchés publics fractionnés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Prestations nettoiemment des villes	Prestations nettoiemment des villes	Prestations nettoiemment des villes	Prestations nettoiemment des villes	Prestations nettoiemment des villes
Attributaires	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	3 563 600	2 492 160	7 357 300	485 600	7 015 100
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 138 NCMP portant sur le contrôle a priori de la passation des marchés publics fractionnés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
	Entretien Réseau EP	Entretien Réseau EP	Entretien Réseau EP	Entretiens divers	Impression et reliures
Nature des prestations					
Attributaires	DIAMA THIELOU	BAYE DAME SECK	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	OUMAR DIENG
Montants des marchés en F CFA TTC	5 799 110	4 658 050	4 541 820	1 497 750	1 497 750
Violation de l'article 6 du NCMP stipulant l'inscription sur le PPM de toutes les acquisitions de l'AC	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 138 NCMP portant sur le contrôle a priori de la passation des marchés publics fractionnés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 308-b du Code Général des Impôts	✓	✓	✓	✓	✓

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**



## **2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

### **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

## 2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION**

### **1. Le Consultant devra produire**

- un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).

### **2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.**

**SECTION 3**  
**APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

#### **3.1 REVUE DES TEXTES**

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 199 portant Code des Collectivités locales ;

- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement.

### **3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Ville de Saint Louis pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

### **3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,

- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....



**SECTION 4**  
**RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4 RESULTATS DE NOS TRAVAUX**

### **4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du Plan de Passation des Marchés préparé par la Ville de Saint Louis et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'Avis Général de Passation des Marchés. Le rapprochement de ce PPM avec l'état d'exécution du PPM a permis de constater que quatre sur dix activités inscrites dans le PPM ont été lancées en 2008 et une seule d'entre elles, relative aux acquisitions de matériels de bureau et d'imprimés, a été menée à son terme par DRP. Notons que le PPM présenté à la DCMP ne précise pas le mode de passation retenu pour les acquisitions prévues. Il convient également de signaler que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM.

Une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés ont été tardivement instituées en septembre 2008 pour se conformer aux dispositions des arrêtés 11 586 et 11 588 pris en application des articles 35 et 36 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des CPM et des CM. Les arrêtés de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés nous ont été transmis de même les copies des attestations de prise de connaissance de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

La Commission des Marchés est présidée par le Maire de la Ville de Saint Louis et comprend quatre autres membres que sont le Receveur Municipal, le Secrétaire Municipal et deux autres conseillers municipaux.

L'examen des arrêtés du Maire de la Ville de Saint Louis N° 63 et N° 64 du 10 septembre 2008 portant création et nomination des membres de la CPM et de la CM nous a permis de relever que le Secrétaire Municipal est à la fois Président de la Cellule de Passation des Marchés et Membre de la Commission des Marchés. Il conviendrait de régulariser cette anomalie puisque les membres de la CPM ne peuvent être que rapporteurs de la CM.

Notons que les membres de la Cellule de Passation des Marchés occupent déjà d'autres fonctions. Cette Cellule de Passation des Marchés comprend un Président en la personne du Secrétaire Municipal, le Directeur des Services Techniques Municipaux, le Directeur Administratif et Financier et le Directeur de l'Agence de Développement Communal. Hormis le Secrétaire Municipal, les autres membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés n'ont pas suivi les formations de mise à niveau sur le NCMP.

La Commission des Marchés de la Ville de Saint Louis n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP. De même, la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels.

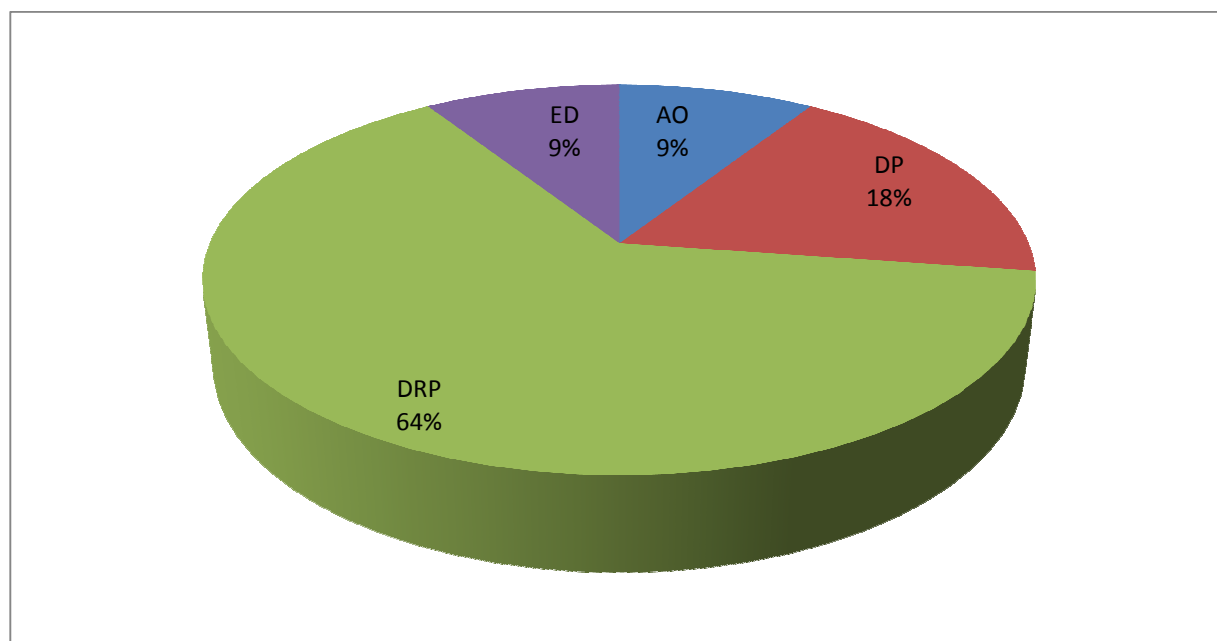
**Rappel des seuils applicables à la Ville de Saint Louis en vertu de l'arrêté 11 580 du  
28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

#### 4.2 PERIMETRE COUVERT

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	59 840 464	1	59 840 464	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP) *	2	En cours	1	En cours	50%	
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	7	50 478 512	7	50 478 512	100%	100%
Entente directe (ED)	1	30 984 720	1	30 984 720	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>141 303 696</b>	<b>10</b>	<b>141 303 696</b>	<b>91,91%</b>	<b>100%</b>

\* Procédures non encore finalisées



## 4.3 EXAMEN DES MARCHES

### 4.3.1 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE ENTENTE DIRECTE

Conformément aux termes de référence de la mission, nos contrôles ont porté sur la totalité des marchés par entente directe.

Les anomalies identifiées dans les dossiers examinés se présentent comme suit :

- le marché par entente directe approuvé par l'autorité contractante ne comporte pas de clause relative au contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations comme l'exige l'article 75 du NCMP.

Le tableau récapitulatif ci – après fait la synthèse des constatations

Description	ENTENTE DIRECTE
Nature des prestations	Achat de produits pharmaceutiques
Attributaire	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement de Saint Louis
Montants du marché en F CFA TTC	30 984 720
Clause de contrôle des prix de revient non incluse dans le contrat	✓
Marché non inclus dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du NCMP précisé par la circulaire N° 3 PM du 20 novembre 2007	✓

### Recommandations

- les marchés par entente directe doivent toujours inclure une clause portant sur les obligations de transparence d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle (article 75 du NCMP). Toutefois, nous estimons que l'application de cette disposition du NCMP est difficile à mettre en œuvre en raison d'une part de la liberté donnée aux entreprises en matière d'organisation et de structuration de leurs systèmes de comptabilité analytique et d'autre part de la difficulté de mettre en œuvre ces contrôles qui requièrent, dans certains cas, le recours à une expertise extérieure génératrice de coûts additionnels dont la prise en charge par l'autorité contractante n'est pas prévue dans les budgets ;
- se conformer à l'article 6 du NCMP et inclure toutes les acquisitions dans le PPM ; au besoin faire des additifs au PPM en cours d'exercice.

### **4.3.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES**

La Ville de Saint - Louis a conclu, au cours de l'exercice sous revue, un marché de travaux par la procédure d'appel d'offres ouvert relatif à la réhabilitation de l'aqueduc de Khor ; les principales anomalies identifiées lors de l'examen de cet appel d'offres sont présentées ci – après.

#### **AOO N° 1 -- REHABILITATION DE L'ACQUEDUC DE KHOR**

**Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres :** 26 août 2008

**Date de dépôt des offres :** 2 octobre 2008 prorogée au 8 octobre 2008

**Délai de préparation des offres :** 42 jours

**Date d'attribution:** 21 octobre 2008

**Date d'approbation par le Préfet :** contrat non versé au dossier

**Date de notification:** 19 novembre 2008

**Délai d'exécution :** 3 mois

**Attributaires :** E CORE pour un montant de **59 840 464 F CFA**

#### **Non conformités identifiées**

- le dossier de passation qui nous a été transmis est incomplet ; l'avis spécifique de passation des marchés, le procès verbal d'ouverture des plis, le contrat entre la Ville de Saint Louis et l'attributaire, la garantie de restitution d'avance de démarrage et la garantie de bonne exécution n'y figurent pas. Les copies des garanties de soumission n'ont pas non plus été versées au dossier quand bien même les attestations de main levée adressées aux soumissionnaires non retenus ont été classées. Ces manquements illustrent les déficiences dans le système de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;
- le dossier d'appel d'offres transmis (pages 1 à 18 sur un document de 35 pages) est également incomplet ; en fait toute la partie relative aux clauses financières et administratives annoncées dans la table des matières n'y figure pas ;
- le dossier ne comporte pas de traces de la transmission du compte rendu de visite ; seules les attestations de visite transmises aux candidats pour être annexées à leurs offres techniques ont été versées au dossier ;
- le rapport du Comité Technique d'Analyse et d'Evaluation ne comprend pas un état récapitulatif des notes individuelles attribuées par les membres dudit comité aux différents candidats sur chacun des critères d'évaluation retenus ; ce faisant la fiabilité des notes globales consignées dans le tableau de synthèse n'est pas vérifiable. Par ailleurs, ce rapport fait état de Notes Techniques minimales (NTM) alors que cette notion n'est valable que dans les prestations intellectuelles pour lesquelles seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la NTM sont ouvertes. Dans le cas des appels d'offres portant sur les fournitures et les travaux, le montant des offres financières est annoncé à l'ouverture des plis et l'évaluation porte sur la conformité des propositions techniques aux spécifications techniques du dossier d'appel d'offres et le choix doit se porter sur l'offre conforme la moins disante satisfaisant aux critères de qualification mentionnées dans le dossier d'appel d'offres. Il y'a eu manifestement une confusion entre les modes de passation des marchés au moment de la mise en œuvre du processus d'évaluation des offres. Enfin, les critères retenus pour

l'évaluation des offres techniques conformes ne sont pas suffisamment précis pour assurer une évaluation objective des dossiers.

### **Recommandations**

- veiller à une meilleure formalisation des dossiers de passation des marchés en appliquant les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation;
- les comptes rendu de visites préalables à la préparation des offres doivent être transmis à tous les candidats pour assurer une information complète et équilibrée des soumissionnaires ;
- les notes individuelles attribuées par les membres du Comité Technique d'Analyse et d'Evaluation des offres aux différents candidats sur chacun des critères d'évaluation retenus doivent être annexées à leur rapport. Par ailleurs, il faut préciser que la notion de Note Technique Minimale (NTM) ne s'applique qu'aux prestations intellectuelles pour lesquelles seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la NTM sont ouvertes. Dans le cas des travaux, les montants des offres financières des soumissionnaires sont annoncées à l'ouverture des plis ce qui explique d'ailleurs le rapport de Commission Technique les indique ; en fait, il faudrait plutôt veiller à ce que les critères d'évaluation des offres techniques recevables soient plus objectifs en listant, par exemple dans le DAO, les moyens matériels à mettre sur le chantier, le personnel qualifié à affecter sur le chantier avec leurs CV, les références de travaux similaires avec les attestations, etc. Le choix se portera sur l'offre conforme pour l'essentiel la moins disante.

### **4.3.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS**

La Ville de Saint - Louis a lancé deux procédures de sélection de consultants portant respectivement sur la requalification des espaces publics et sur l'étude de faisabilité du projet de développement touristique de la Région de Saint - Louis. Ces deux procédures n'avaient pas encore été menées à leur terme au moment de nos travaux. Notre examen qui a porté sur la DP N°1 relative à la qualification des espaces publics a permis d'identifier les anomalies ci – après :

#### **DP N° 1 - REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS**

**Date de publicité de la Sollicitation de manifestation d'intérêt:** Jeune Afrique du 16 au 22 décembre 2007 et Soleil du 11 décembre 2007

**Date de dépôt des MI :** 21 janvier 2008

**Date d'ouverture des MI :** 21 janvier 2008

**Délai de préparation des offres :** 41 Jours

**Date d'évaluation des MI:** 22 janvier 2008

**Date consultation des candidats short listés:** 25 janvier 2008

**Date de dépôt des offres :** 8 avril 2008

**Attribution provisoire :** 11 avril 2008

**Délai de préparation des offres :** 73 Jours

**Date de dépouillement des offres :** 9 avril 2008

**Date de notification :** procédure en cours

**Délai d'exécution :** 36 mois à compter de la date de notification du contrat

## **ATTRIBUTAIRE PROVISOIRE: MICHEL & MIQUEL ARCHITECTURE E & CLIMAT**

### **Non conformités identifiées**

- le procès verbal de la commission technique d'évaluation et d'analyse des dossiers de candidatures pour la participation au concours d'architecture mentionne l'absence de pièces administratives alors qu'à ce stade de la procédure, si on se situe dans le cadre de la sélection de consultants comme indiqué dans la DMI, il est plutôt question d'apprécier les références professionnelles, les moyens humains, matériels et les capacités financières. Les pièces administratives ne seraient requises que dans le cadre d'une Demande de Proposition. Il y'a manifestement un mélange de genre entre la procédure de sélection de consultants pour des prestations intellectuelles et l'appel d'offres en deux étapes qui est manifestement plus indiquée dans un concours d'architecture. En effet, nous avons d'une part un avis d'appel public international à la concurrence faisant état d'une procédure conduite conformément à l'article 79 du NCMP et de l'article 38 dudit code pour ce qui est de l'évaluation technique et d'autre part, le procès verbal d'évaluation qui indique qu'il s'agit d'un concours d'architecture conduit selon une procédure d'appel d'offres en deux étapes. Il convient de noter que les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 invoquées dans l'avis d'appel à candidature ne s'appliquent pas pour la passation de ce marché dès lors que l'avis a été lancé avant l'entrée en vigueur du NCMP. Le nouveau code ne sera par conséquent applicable à ce marché que dans sa phase d'exécution conformément à son article 151 alinéa 2. Notons que le procès verbal d'ouverture des plis mentionnant la désignation des membres de la commission technique n'a pas été versé au dossier de passation des marchés qui nous a été transmis ;
- le classement établi à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt a donné lieu à la constitution de trois groupes de candidats selon la qualité des présentations. Seuls trois des quatre candidats du premier groupe ont été sélectionnés pour la deuxième phase laissant de côté le quatrième en raison de la limitation annoncée dans l'avis d'appel à candidatures de la présélection de trois candidats pour le concours final. Il s'agit d'un choix discriminatoire dès lors que le quatrième non présélectionné figure dans le groupe de ceux qui ont satisfait aux critères de sélection. Cette anomalie a été corrigée à la suite des observations de la DCMP ;
- le procès verbal d'ouverture des plis des projets a été signé par le Directeur de l'Agence de Développement Communal et le Chargé de Programme de ladite agence alors qu'ils ne sont pas membres de la Commission des Marchés exposant l'autorité contractante à un risque de nullité de la procédure en cas de recours ;
- l'avis d'appel public à candidatures définit un système de pondération des critères de sélection alors que le procès verbal d'évaluation et d'analyse des projets utilise lesdits taux de pondération comme des valeurs absolues de détermination de la note des candidats pour chacun des critères définis. Par ailleurs, les notes individuelles des membres de la commission technique ne sont pas insérées dans le rapport avec, dans une première étape, la détermination d'une note moyenne pour chaque critère pris individuellement puis, dans une seconde étape, l'application du coefficient de pondération pour déterminer la note finale et le classement des soumissionnaires.

### **Recommandations**

- dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure de sélection de consultants, la DMI vise à apprécier les références professionnelles, les moyens humains, matériels et les capacités financières ; à ce stade, les pièces administratives ne sont pas requises ;
- il convient de noter que les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 invoquées dans l'avis d'appel à candidature publié en décembre 2007 ne s'appliquent pas pour la passation de ce marché dès lors que l'avis a été lancé avant l'entrée en vigueur du NCMP. Le nouveau code ne sera applicable à ce marché que dans sa phase exécution conformément à son article 151 alinéa 2 ;
- verser le procès verbal d'ouverture des plis mentionnant la désignation des membres de la commission technique au dossier de passation des marchés ;
- inviter à concourir et sans discrimination aucune tous les candidats ayant satisfait aux critères de sélection ;
- le procès verbal d'ouverture des plis des projets ne doit être signé que par les membres de la Commission des Marchés et le Rapporteur qui doit être issu de la Cellule de Passation des Marchés sous peine de nullité ;
- consolider les notes individuelles dans un tableau de synthèse à insérer au procès verbal d'évaluation, calculer une note moyenne pour chaque critère pris individuellement en valeur absolue avant d'appliquer le coefficient de pondération pour déterminer la note finale de classement des candidats.

#### **4.3.4 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

Le tableau récapitulatif des DRP qui nous a été transmis ne comportait que 7 DRP pour un montant total estimé à 50 478 512 F CFA. Nos vérifications ont porté sur la totalité desdites DRP. A cette liste de DRP qui ne reflète pas l'exhaustivité des opérations de 2008, nous avons rajouté un échantillon de 38 DRP dont la valeur est estimée à 142 119 837 F CFA tirées de l'exploitation de la situation d'exécution budgétaire. Les anomalies identifiées dans la quasi-totalité des dossiers examinés se présentent comme suit :

- cinq entreprises en collusion manifeste sont consultées sur pratiquement tous les types d'acquisitions qui pour l'essentiel sont attribuées au GIE DIAMA THIELLOU. Ces cinq entreprises ont pour noms GIE DIAMA THIELLOU, ETS BAYE DAME SECK, GIE THIAN GUI, GIE BALY et TOUT TRAVAUX D'ENTREPRISE TTE. Les factures pro forma qu'elles présentent lors des consultations sont rédigées à la main par la même personne et portent les mêmes fautes d'orthographe ne laissant subsister aucun doute sur le caractère frauduleux des supposées consultations. Ces consultations simulées sont en réalité des régularisations de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires si on se réfère aux nombreuses incohérences entre les dates de dépôt des offres, les dates d'établissement des factures pro forma et les dates de notification des marchés qui indiquent des débuts d'exécution souvent antérieurs aux dates de dépôt des offres des soumissionnaires. A titre d'exemple, la lettre de notification adressée à KALOM GRAHIC (9 990 470 F CFA) pour des prestations relatives à la confection d'imprimés et de registres exige un démarrage des prestations au plus tard le 18 avril 2006 pour un marché attribué le 19 février 2007. Le même constat a été fait pour l'achat de fournitures scolaires pour lequel la lettre de notification d'attribution au GIE BALY (10 670 032 F CFA) stipule que le démarrage devra être effectif le 8 juin 2008 alors que le procès verbal de dépouillement date du 15 juin 2008 et que la date limite de dépôt des offres était fixée au 18 juin 2008. Cette



même incohérence a été relevée pour le marché de fournitures scolaires notifié à l'entreprises MOUHAMADOU GAYE pour un montant de 5 265 750 F CFA avec un démarrage prévu le 8 juin 2008 pour une date limite de dépôt des offres fixée au 12 juin 2008 et une offre de l'attributaire datée du 10 juillet 2008.

Cette démultiplication d'incohérences illustre la pratique de la régularisation d'opérations contraire aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration ;

- les intitulés des procès verbaux de dépouillement des offres des soumissionnaires sont, dans bien des cas, différents du contenu des procès verbaux induisant des confusions lors de l'exploitation des dossiers de passation des marchés ;
- des notifications d'attributions contraires aux propositions d'attribution de marchés consignées dans les procès verbaux de dépouillement ont été identifiées. A titre d'exemple, un procès verbal d'attribution désigne KALOM GRAPHIC comme attributaire du marché de confection d'imprimés et de registres alors que la lettre de notification est adressée à DIAMA THIELOU pour des fournitures de bureau d'un montant de 8 999 860 F CFA. En fait, le simulacre de consultation de fournisseurs en collusion conduit à des confusions ;
- des propositions d'attribution contraires aux résultats de l'évaluation ont également été notées dans les procès verbaux de dépouillement (cas de la DRP portant sur la confection d'imprimés et de registres attribuée à KALOM GRAPHIC pour 9 990 470 F CFA alors que DIAMA THIELOU était moins disant sur l'ensemble des prix unitaires);
- les contrats de nettoyage signés avec le GIE SAINT LOUIS NETTOIEMENT (4 200 000 F CFA) et le GIE SETAL NDAR (4 200 000 F CFA) respectivement depuis 2003 et 2004 sont renouvelés depuis lors par tacite reconduction en violation des dispositions du NCMP sur la durée des contrats ;
- les dossiers de consultation ne font pas mention des conditions d'accès à la commande publique telles que définies par les articles 43, 45 et 46 du NCMP.

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Nettoiemment	Nettoiemment	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau
Attributaires	GIE Saint Louis Nettoiemment	GIE SETAL NDAR	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	ETS DAME SECK
Montants des marchés en F CFA TTC	4 200 000	4 200 000	6 679 980	3 422 000	2 328 730
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Pas de saisine de cinq fournisseurs	✓	✓			
Factures pro forma préparées par la même source			✓	✓	✓
Procès verbal de réception et certificats administratifs non datés			✓	✓	✓
Non respect des conditions d'accès à la commande publique (articles 43, 45 et 46 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Reconduction tacite des contrats en violation de l'article 14 du NCMP	✓	✓			
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Imprimés et registres	Fournitures scolaires
Attributaires	KALOM GRAPHIC	KALOM GRAPHIC	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	GIE BALLY
Montants des marchés en F CFA TTC	7 115 400	9 990 470	8 999 860	4 973 700	10 670 032
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Factures pro forma préparées par la même source	✓	✓	✓	✓	✓
Incohérence des dates des différents documents de passation des marchés		✓	✓	✓	✓
Procès verbal de réception et certificats administratifs non datés	✓	✓	✓	✓	✓
Lettre de notification non conforme au procès verbal de dépouillement			✓		
Proposition d'attribution non conforme à l'évaluation des offres		✓	✓		
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Fournitures scolaires	Matériel électrique	Fournitures de Bureau	Fournitures de Bureau	Mobilier de Bureau
Attributaires	ETS MOUHAMADOU GAYE	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	5 265 750	5799 110	2 328 730	3 422 000	708 000
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Pas de saisine de cinq fournisseurs	✓				
Factures pro forma préparées par la même source		✓	✓	✓	✓
Incohérence des dates des différents documents de passation des marchés	✓				
Procès verbal de réception et certificats administratifs non datés	✓				
Proposition d'attribution non conforme à l'évaluation des offres		✓			
Intitulé du PV de dépouillement non conforme au contenu		✓			
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Machines et appareils de bureau	Machines et appareils de bureau	Appareil de ventilation et de climatisation	Produits phytosanitaires et d'hygiène	Produits phytosanitaires et d'hygiène
Attributaires	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	AGRO PASTEUR
Montants des marchés en F CFA TTC	7 906 000	2 537 000	1 044 300	2 542 900	2 000 000
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Prestations nettoiement des villes	Prestations nettoiement des villes	Prestations nettoiement des villes	Prestations nettoiement des villes	Prestations nettoiement des villes
Attributaires	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	5 994 400	4 419 100	672 600	4 920 600	2 620 775
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Reconduction tacite des contrats en violation de l'article du NCMP					
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Prestations nettoiemement des villes	Prestations nettoiemement des villes	Prestations nettoiemement des villes	Prestations nettoiemement des villes	Prestations nettoiemement des villes
Attributaires	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU
Montants des marchés en F CFA TTC	3 563 600	2 492 160	7 357 300	485 600	7 015 100
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

Description	ECHANTILLON EXAMINE ET CONSTITUE A PARTIR DE LA SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE				
Nature des prestations	Entretien Réseau EP	Entretien Réseau EP	Entretien Réseau EP	Entretiens divers	Impression et reliures
Attributaires	DIAMA THIELOU	BAYE DAME SECK	DIAMA THIELOU	DIAMA THIELOU	OUMAR DIENG
Montants des marchés en F CFA TTC	5 799 110	4 658 050	4 541 820	1 497 750	1 497 750
Non inclus dans le PPM	✓	✓	✓	✓	✓
Fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Précompte de TVA non effectuée	✓	✓	✓	✓	✓

**ANNEXE 1 :  
ETAT RECAPITULATIF DES MARCHES REVUS**

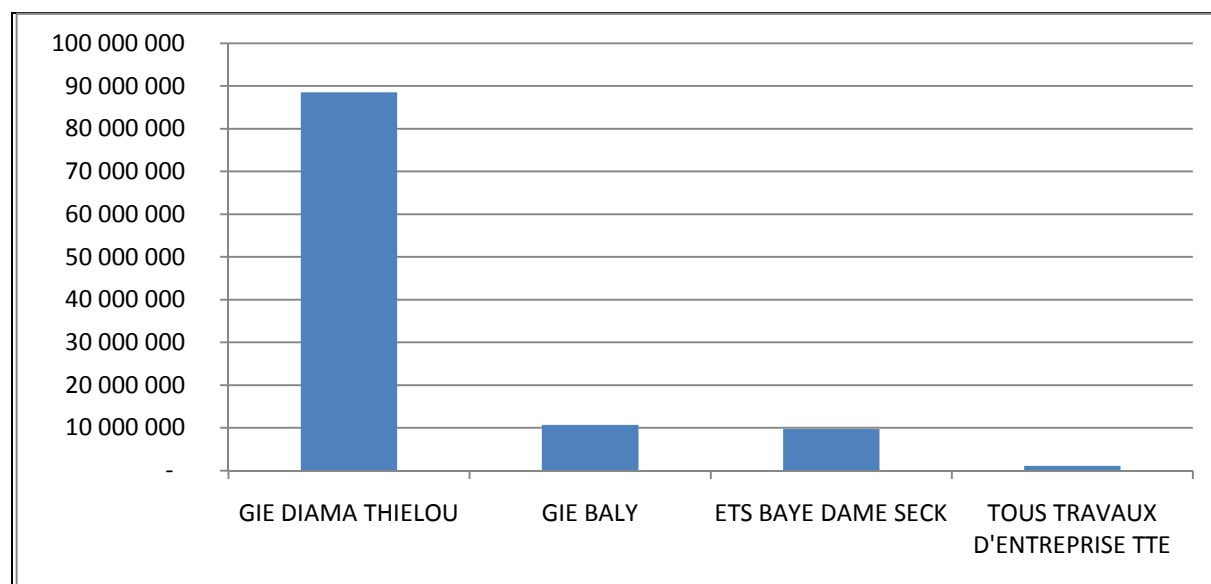
<b>LIBELLE</b>	<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>MONTANTS</b>
Produits pharmaceutiques et d'hygiène	Pharmacie Régionale	30 984 720
Réhabilitation de l'Aqueduc de KHOR	d'Approvisionnement	
Nettoiemment	ECORE	59 840 464
Nettoiemment	GIE Saint Louis Nettoiemment	4 200 000
Fournitures de Bureau	Gie Setal Ndar	4 200 000
Fournitures de Bureau	Diamia Thiélou	6 679 980
Fournitures de Bureau	Diamia Thiélou	3 422 000
Imprimés et registres	Ets Dame Seck	2 328 730
Imprimés et registres	Kalom Graphic	7 115 400
Imprimés et registres	Kalom Graphic	9 990 470
Imprimés et registres	Diamia Thiélou	8 999 860
Fournitures scolaires	Diamia Thiélou	4 973 700
Fournitures scolaires	Gie Baly	10 670 032
Matériel électrique	Ets Mouhamadou Gaye	5 265 750
Fournitures de Bureau	Diamia Thiélou	5 799 110
Fournitures de Bureau	Diamia Thiélou	2 328 730
Mobilier de Bureau	Diamia Thiélou	3 422 000
Machines et appareils de bureau	Diamia Thiélou	708 000
Machines et appareils de bureau	Diamia Thiélou	7 906 000
Appareil de ventilation et de climatisation	Diamia Thiélou	2 537 000
Produits phytosanitaires et d'hygiène	Diamia Thiélou	1 044 300
Produits phytosanitaires et d'hygiène	Diamia Thiélou	2 542 900
Prestations nettoiemment des villes	Agro Pasteur	2 000 000
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	5 994 400
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	4 419 100
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	672 600
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	4 920 600
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	2 620 775
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	3 563 600
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	2 492 160
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	7 357 300
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	485 600
Prestations nettoiemment des villes	Diamia Thiélou	7 015 100
Entretien Réseau EP	Diamia Thiélou	5 799 110
Entretien Réseau EP	Baye Dame Seck	4 658 050
Entretien Réseau EP	Diamia Thiélou	4 541 820
Entretiens divers	Diamia Thiélou	1 497 750
Impression et reliures	Oumar Dieng	1 497 750
<b>TOTAL</b>		<b>141 303 696</b>



**ANNEXE 2 :  
ENGAGEMENTS AU PROFIT DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS**

Les tableaux récapitulatifs ci – après sont une illustration de la valeur des marchés confiés par la Ville de Saint-Louis à ses principaux fournisseurs.

Description	Montants
GIE DIAMA THIELOU	88 468 945
GIE BALY	10 670 032
ETS BAYE DAME SECK	9 744 321
TOUS TRAVAUX D'ENTREPRISE TTE	1 103 654



**GIE DIAMA THIELOU**

<b>SERVICE</b>	<b>COMPTE</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>ENGAGEMENTS</b>
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	6 679 980
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	3 422 000
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	106 200
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	442 500
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	436 600
		IMPR/REGISTRES	8 999 860
		IMPR/REGISTRES	4 973 700
321	633700	ACQUIS.MOB.BUREAU	708 000
321	633701	ACQ/MACH/APP.BUR.	7 906 000
321	633701	ACQ/MACH/APP.BUR.	2 537 000
321	633704	ACQUIS.AP/VEN/CLIM	1 044 300
331	63133	ENTRETIEN DIVERS	499 800
331	63133	ENTRETIEN DIVERS	499 950
331	63133	ENTRETIEN DIVERS	498 000
371	610	PRODUITS PH/HYGIEN	2 542 900
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	5 994 400
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	4 419 100
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	672 600
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	4 920 600
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	2 520 775
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	3 563 600
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	2 492 160
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	7 357 300
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	752 840
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	495 600
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	7 015 100
421	63126	ENTRET.RESEAU EP	5 799 110
421	63126	ENTRET.RESEAU EP	4 541 820
441	6490	D.DIV(FT° CDPS/IDN/SPR)	648 941
441	6490	D.DIV(FT° CDPS/IDN/SPR)	149 801
441	6490	D.DIV(FT° CDPS/IDN/SPR)	399 430
441	6490	D.DIV(FT° CDPS/IDN/SPR)	1 499 190
441	6499	AUT.D.(ACT.JEUN/SPOR)	609 768
	<b>TOTAL</b>		<b>88 468 945</b>

**GIE BALY**

<b>SERVICE</b>	<b>COMPTE</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>ENGAGEMENTS</b>
441	617	1AS FDD	10 670 032

**ETS BAYE DAME SECK**

<b>SERVICE</b>	<b>COMPTE</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>ENGAGEMENTS</b>
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	2 328 730
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	304 440
331	616	FOURN/BUREAU	499 900
331	616	FOURN/BUREAU	499 500
361	63133	ENTRETIEN DIVERS	172 693
361	63133	ENTRETIEN DIVERS	148 326
361	63133	ENTRETIEN DIVERS	780 452
391	6490	DEP/DIV. C/PANSL	352 230
421	63126	ENTRET.RESEAU EP	4 658 050
			<b>9 744 321</b>

**TOUS TRAVAUX D'ENTREPRISE TTE**

<b>SERVICE</b>	<b>COMPTE</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>ENGAGEMENTS</b>
331	63133	FOURNITURES DE BUREAU	405 566
321	63134	FRS.CONS.ARCH.MUN.	82 128
361	63133	ENTRETIEN DIVERS	261 960
361	63133	ENTRETIEN DIVERS	354 000
			<b>1 103 654</b>

**ANNEXE 3 :**  
**CUMUL DES PAIEMENTS PAR TYPE D'ACQUISITION**

Les tableaux ci – après donnent le cumul des dépenses engagées par type d'acquisition.

Description	Montants
IMPRIMES ET REGISTRES	31 504 230
FOURNITURES DE BUREAU ET SCOLAIRE	21 173 790
ENTRETIEN DIVERS	7 172 127
ENT.REP.BTS C/LOUES	6 300 000
PRODUITS PH/HYGIEN	4 788 340

#### IMPRIMES ET REGISTRES

SERVICE	COMPTE	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
		KALOM GRAPHIC	9 990 470
		KALOM GRAPHIC	7 115 400
		DIAMA THIELOU	8 999 860
		DIAMA THIELOU	4 973 700
331	63310		424 800
		<b>TOTAL</b>	<b>31 504 230</b>

#### FOURNITURES DE BUREAU ET SCOLAIRE

SERVICE	COMPTE	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
331	63133	M.LOUCOUBAR	460 200
331	63133	M.LOUCOUBAR	164 020
331	63133	M.LOUCOUBAR	427 514
331	63133	OUMAR DIENG	66 670
331	63133	DIAMA THIELLOU	6 679 980
331	63133	ETS B DAME SECK	2 328 730
331	63133	ETS B DAME SECK	304 440
331	63133	TTE	405 566
331	63133	XELCOM SCES	63 720
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	3 422 000
331	63133	MICHEL SY	100 000
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	106 200
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	442 500
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	436 600
331	616	ETS BDS	499 900
441	617	ENTR.MOUH.M.GAYE	5 265 750
		<b>TOTAL</b>	<b>21 173 790</b>

### ENTRETIENS DIVERS

SERVICE	COMPTE	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	499 800
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	499 950
331	63133	GIE DIAMA THIELOU	498 000
331	63140	STATION OILIBYA	778 760
331	63140	STATION OILIBYA	720 000
361	63133	E F E FROID ELECTR	19 550
361	63133	ETS MOD	78 352
361	63133	GDE	40 100
361	63133	BAYE DAME SECK	172 693
361	63133	BAYE DAME SECK	148 326
361	63133	TTE	261 960
361	63133	TTE	354 000
361	63133	ETS BAYE DAME SECK	780 452
361	63133	GTBV	493 830
361	63133	GTBV	351 000
361	63133	GTBV	484 980
361	63133	GTBV	499 494
361	63133	NDIAYE ET FRERE	490 880
		<b>TOTAL</b>	<b>7 172 127</b>

### ENTRETIEN REPARATION BATIMENTS C/LOUES

SERVICE	COMPTE	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
361	6311	SL NETTOIEMENT	1 050 000
361	6311	GIE SETAL NDAR	1 050 000
361	6311	SL NETTOIEMENT	1 050 000
361	6311	GIE SETAL NDAR	1 050 000
361	6311	SL NETTOIEMENT	1 050 000
361	6311	GIE SETAL NDAR	1 050 000
			<b>6 300 000</b>

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE

SERVICE	COMPTE	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
371	610	DIAMA THIELOU	2 542 900
371	610	AGRO PASTEUR	2 000 000
371	610	ETS M. LOUCOUBAR	245 440
		<b>TOTAL</b>	<b>4 788 340</b>